

Massacre de Peuls au Mali : le gouvernement limoge des responsables militaires

Première publication : 24/03/2019 - 17:11 Dernière modification : 24/03/2019 - 17:12



Une marche organisée le 30 juin 2018 à Bamako par le Mouvement Peul, une organisation de l'ethnie Fulani, en réaction au massacre de Koumaga, au Mali. Archives. Michele Cattani, AFP

Le gouvernement malien a annoncé, dimanche, le limogeage des principaux chefs de l'armée et la dissolution d'une milice de chasseurs, au lendemain du massacre dans un village peul qui a fait plus de 130 morts.

Au lendemain du [massacre d'au moins 134 Peuls](#) dans le centre du [Mali](#), le gouvernement a annoncé, dimanche 24 mars, la dissolution d'un groupe de chasseurs traditionnels dogons, accusé d'exactions, et le limogeage des principaux chefs de l'armée.

Le président malien, [Ibrahim Boubacar Keïta](#), a réuni un Conseil des ministres extraordinaire "pour annoncer la dissolution de l'association Dan Nan Ambassagou pour dire clairement aux uns et aux autres que la protection des populations restera le monopole de l'État", a déclaré à la presse le Premier ministre, Soumeylou Boubeye Maïga, à l'issue de la réunion.

Le Premier ministre a également annoncé "la nomination de nouveaux chefs militaires", sans donner de détail. Les responsables de l'armée limogés sont le chef d'état-major général des armées, M'Bemba Moussa Keïta, et ceux de l'armée de Terre et de l'Air, ont indiqué des sources au ministère malien de la Défense.

"Au moins 134 civils, y compris des femmes et des enfants, auraient été tués et au moins 55 blessés" à la suite de l'attaque samedi du village d'Ogossagou-Peul, près de la frontière avec le Burkina Faso, a indiqué le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans un communiqué samedi soir.

L'association de défense des droits des populations pastorales Kisal a annoncé un bilan de "134 morts dont des femmes, enfants, vieillards, adultes et adolescents", sur sa page Facebook.

Plus de 500 civils tués en 2018, selon l'ONU

Cette tuerie, la plus sanglante depuis la fin des principaux combats de l'opération lancée en 2013, à l'initiative de la France, pour chasser les groupes jihadistes qui avaient pris le contrôle du nord du pays, s'est produite en pleine visite du Conseil de sécurité de l'ONU au Mali et au Burkina Faso voisin.

Selon des sources concordantes, elle est le fait de chasseurs dogons présumés.

Depuis l'apparition il y a quatre ans dans le centre du Mali du groupe jihadiste du prédicateur Amadou Koufa, recrutant prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, les affrontements se multiplient entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé leurs propres "groupes d'autodéfense".

Ces violences ont coûté la vie à plus de 500 civils en 2018, selon l'ONU.

Les Peuls dénoncent des exactions de la part de groupes de chasseurs, tolérées voire encouragées selon eux au nom de la lutte contre les jihadistes, par les autorités ou l'armée, ce que dément le gouvernement.

Avec AFP